

Bulletin d'histoire politique

La quête d'une histoire normale: réflexion sur les limites épistémologiques du «révisionnisme» au Québec

Jean-Marie Fecteau



Volume 4, numéro 2, hiver 1995

Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063527ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063527ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Fecteau, J.-M. (1995). La quête d'une histoire normale: réflexion sur les limites épistémologiques du «révisionnisme» au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 4(2), 31-38. <https://doi.org/10.7202/1063527ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA QUÊTE D'UNE HISTOIRE NORMALE: RÉFLEXION SUR LES LIMITES ÉPISTÉMOLOGIQUES DU «RÉVISIONNISME» AU QUÉBEC

Jean-Marie Fecteau

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

L'article de R. Rudin publié dans un précédent numéro de ce bulletin fait une critique du «révisionnisme» de l'historiographie québécoise des quinze dernières années. Il doit être inclus dans la série des travaux qui, depuis quelques années, évaluent de façon critique la production de savoir historique qui se fait au Québec¹. Cet article, à mon sens, au-delà de son intérêt intrinsèque, fait un diagnostic erroné des contradictions épistémologiques dans lequel notre historiographie s'enfonçe en toute bonne conscience scientifique, et nous dirige sur la voie d'une thérapie de l'«équilibre²» qui nous apparaît, pour le moins, comme une forme particulièrement sophistiquée de cul-de-sac...

Diagnostic et thérapie...

L'article de Ronald Rudin, en fait, laisse profondément perplexe le lecteur-historien que je suis. Perplexe et déchiré. Déchiré, comme historien, entre l'enthousiasme provoqué devant une lecture enfin critique de la pratique historienne québécoise, et la déception devant la teneur et la portée de cette critique. Perplexe, comme chercheur intéressé à l'évolution des normes qui structurent nos sociétés, devant une analyse où il ne nous reste qu'à choisir, semble-t-il, entre une société normale et une société au moins un peu anormale. Après 20 ans de recherche sur l'histoire des multiples formes de marginalités, j'avoue chercher encore en quoi une société, quelle qu'elle soit, peut être plus «anormale» qu'une autre!...

Mais, je le sais et Ronald Rudin pourra me le reprocher avec raison, je joue ici sur les mots. Ce que mon collègue a voulu souligner, c'est à quel point l'histoire qui s'est faite depuis 20 ans s'est efforcée d'évacuer les zones d'ombre de notre société, de désamorcer certains points de tensions, de

minimiser certaines pesanteurs spécifiques. Le fait que Rudin interprète ces silences comme une volonté d'attester à tout prix de la «normalité» de notre société semble pourtant impliquer que lui-même voit la fermeture à l'autre, la xénophobie et l'hypercléricalisme comme des tares pathologiques *constitutives* de notre spécificité. On pourrait montrer comment une bonne partie de l'historiographie canadienne-anglaise, depuis Creighton au moins, lit encore la différence historique du Québec dans ces termes³. Le problème n'est pas de se faire rappeler constamment comment l'Église était puissante, comment la paysannerie se méfiait du libéralisme, comment un mur de Chine séparait souvent les francophones des anglophones et de tous les nouveaux arrivants. Tout cela est, après tout et quoi qu'on en dise, assez vrai. Le problème est que l'on fasse de ces idiosyncrasies les éléments fondamentaux d'une *identité* québécoise, les critères distinctifs d'un idéal type québécois par lequel s'exprimerait une différence au fond irréductible. Et Ronald Rudin, dans son article, ne nous demande pas beaucoup d'autre chose que de nous rappeler que nous étions *aussi* cela⁴.

Si les historiens et historiennes québécois des 20 dernières années ont fait œuvre utile, c'est en démolissant cet idéal type, en montrant, de façon convaincante je crois, que l'habit ne fait pas le moine, que derrière les contraintes institutionnelles, les rivalités ethniques, la pauvreté des campagnes et les faiblesses de l'État, derrière tout cela vivait une population consciente de sa fragilité comme des temps qui changent. Les recherches menées ont aussi rendu caduc, et il faut s'en féliciter, le concept de «retard» qui permettait de ramener paresseusement les variations entre nations à de simples écarts au modèle dominant.

Ici, le balancier dont parle Ronald Rudin ne peut être ramené, car la découverte de la modernité québécoise est là pour rester. Elle est un engagement à affronter la complexité du réel historique, à rester à l'écoute de ces ruses de la raison qui font que le changement peut advenir sous des formes imprévues, que la révolte peut s'exprimer par des voies inédites. En somme, la recherche d'une société «normale» est certes une impulsion issue du contexte de la Révolution tranquille, mais elle est aussi une exigence épistémologique héritée des sciences sociales d'après-guerre.

Et c'est peut-être dans cette exigence que réside le problème. Quoi qu'en dise Rudin, les historiens révisionnistes québécois de la dernière génération⁵ n'ont pas *nié* les spécificités du développement de leur société et la réalité des phénomènes de dépendance. Beaucoup plus fondamentalement, ils ont renoncé à approfondir leurs effets spécifiques sur l'évolution du collectif et ses rythmes. Ils ont fait silence sur ce qui était difficilement

explicable avec les instruments hérités des sciences sociales d'après-guerre. Dit autrement, l'histoire qui se fait depuis 20 ans s'est appliquée à *décrire et à ausculter*, parfois avec un grand luxe de détails, les éléments constitutifs de notre société. Mais elle n'a jamais posé vraiment la question des effets de la dépendance et de l'impuissance. Elle a parlé de ce qu'elle pouvait compter, de ce qu'elle pouvait décrire de notre société, de notre économie, de notre culture et de nos idéologies.

Mais devant ce qui ne se mesure pas, devant les aspirations étouffées, les frustrations sublimées, devant les réflexes d'évasion comme les pulsions xénophobes, l'histoire a reculé. Non pas par incapacité à saisir et traiter des conflits. Une histoire empirico-analytique, une science sociale sociocentrique, sait très bien gérer le mouvement et les luttes sociales en les thématissant comme réalités sectorielles. La lutte des femmes, le mouvement ouvrier devient ainsi un chapitre de l'histoire globale à faire. Même les luttes politiques, à condition de respecter le cadre policé de la démocratie libérale, peuvent être ramenées à un champ spécifique de la réalité sociale, à analyser en leur lieu et place⁶.

Cette histoire n'a que faire des occasions manquées ou des voix dans le désert. Elle s'attache au grand nombre, en postulant que la raison parle par eux... Comment pourra-t-elle alors redécouvrir l'oppression dans ses manifestations les plus critiques, à un niveau où elle ne peut se mesurer, même par les luttes qu'elle provoque?

Révisionnisme, empirisme, rationalisme

Finalement, approcher l'histoire, même sous l'angle d'une *problématisation*, est une forme de repli sécurisant⁷. Car même la mise au point d'une problématique n'est qu'un moyen de «mieux» voir «ce qui était vraiment». Il ne s'agit au fond que d'améliorer le coup d'œil, de cibler l'objectif, d'organiser l'entreprise de décryptage du passé en posant le regard de l'analyste comme nécessairement limité à ses questionnements propres. La qualité de la recherche, dans ce contexte, tient plus de la rigueur d'une procédure analytique que dans l'établissement d'une dialectique complexe et fragile entre sujet et objet de la recherche. Le terrain balisé par la problématique sera d'autant plus prospectable qu'il sera ordonné, et préférablement segmenté en séries révélant des régularités propices à la comparaison. Le quadrillage ne laissera échapper que les exceptions, les ratés ou les échecs, mais l'opération permettra en revanche de s'appuyer sur la certitude des grands nombres et des séquences cohérentes.

Dans l'exaltation d'une science en construction, alors que la rationalisation de la méthode et la sophistication des procédures de recherche

pouvaient enfin permettre de s'approcher de la *réalité* historique, l'histoire a alors cessé d'être la saga des peuples ou des grands hommes, pour devenir le *territoire* de l'historien, l'espace à prospecter, à baliser, à mesurer et, finalement, à décrire. Espace des sociétés historiques dont la configuration, au rythme de ce tumultueux XX^e siècle, n'a cessé de se complexifier.

Ce territoire, dont l'histoire avait comme ambition de prendre la mesure, était d'autant plus *connaissable* qu'il était sériable, qu'il livrait au regard historien des séries trahissant ses lignes de force.

Dans ce contexte donc, le grand nombre prenait force de loi, dans la mesure où, plus que la grandeur d'un personnage, plus que l'éclat éphémère d'un moment même fondateur, il laissait voir une régularité révélatrice. Les taux de syndicalisation, les niveaux de vie, les rendements agricoles, les rythmes d'urbanisation, voire la sociologie des émeutes et l'anthropologie des révoltés permettaient de livrer enfin cette vérité analytique, comme révélée par les faits bruts enfin mis à nu.

Et ce pour une raison fort valable. Après un siècle de palabres politiques fondés sur les postulats de l'homme des Lumières ou de l'homme libéral, après un siècle de pesante morale bourgeoise, morale bien pensante plus intéressée à prescrire ce qui devait être à tout prix, qu'à décrire vraiment ce qui arrivait, les sciences sociales se donnaient enfin les moyens de prendre la mesure «réelle» des masses, de *connaître* la misère comme la richesse, de confronter les aspirations bourgeoises avec les résultats réels auxquels ces dernières avaient mené.

Il faisait bon découvrir la condition des pauvres, l'état des familles, le degré de mortalité des enfants. Fonder ses postulats sur des connaissances paraissant d'autant plus «réelles» qu'elles ne s'étaient montrées à l'œil du scientifique qu'après l'effort de systématisation de son questionnement. Il faisait bon *mesurer, quantifier*, révéler par les chiffres l'intensité du manque ou l'ampleur de la richesse d'un groupe social ou d'un autre.

Mais dans le processus, on avait mal mesuré ce qu'impliquait le passage de l'évaluation à la description, du jugement au constat dit «objectif». On a cessé de dire pour commencer à nommer. On n'a plus raconté, on a énuméré. La recherche de *sens* a de plus en plus été assimilée aux joies de la topographie sociale, aux certitudes de l'économie et du social, soumise en somme à l'hégémonie du sociocentrisme des sciences de l'homme⁸. Même les luttes et les révolutions ne servaient plus qu'à mesurer la réalité des rapports de force, l'ampleur de la mobilisation populaire, faute de sentir l'intensité de la révolte et de la colère.

En matière historique, les plaisirs de la description étaient encore stimulés par la connaissance des suites de l'histoire. La téléologie a permis

de faire l'économie du sens de la fragilité des temps. Car ce qui est arrivé ne *devait-il* pas arriver? Alors il ne restait plus qu'à dire le *comment* d'un processus, d'un déroulement dont les rythmes apparaissaient plus comme des étapes que comme des ruptures. On pouvait alors se passer d'une analyse des aspirations, surtout de celles qui avaient été écrasées.

Empirisme et téléologie, dans l'espace et dans le temps, ont donné une histoire riche de vécu, à défaut de vie, foisonnante de réalités de plus en plus diverses, de plus en plus éclatées. Une histoire décapée des scories de l'accidentel, dont les allées sombres de l'incertitude recevaient la pleine lumière des réalités structurelles, lavée des impuretés de l'envie, de la haine, de la colère ou de la révolte, en somme de ces impalpables sentiments si peu en prise sur le réel — ou du moins sur ce réalisme dicté par la rationalité utilitaire. En somme une histoire «plain» et presque pleine, recouvrant de façon de plus en plus complète l'espace après tout fini du réel historique.

Évidemment, les philosophes de l'histoire, ces empêcheurs d'analyser en rond, disaient que chaque génération ajoute moins qu'elle ne réécrit l'histoire à sa façon et à ses fins⁹. Mais à quoi peut bien servir un philosophe de l'histoire quand on *sait*, ou qu'on est sur le point de savoir? Savoir comment les habitants en Nouvelle France vivaient et échangeaient, par quel processus le cocon artisanal pouvait éclore en papillon prolétaire, que faisait le curé dans sa paroisse, d'où venait la fortune du noble et la misère du pauvre, quand et pourquoi enfermait-on les gens, jusqu'à quel point le peuple obéissait aux lois, quelles étaient ces lois, quel était le mode de vie de l'Indien, que pensaient nos hommes d'affaires et comment fonctionnait l'administration urbaine, comment l'agriculture avait-elle pu se reconvertir en industrie agricole?

Mille questions qui peu à peu remplissent les cases de nos grilles d'analyse, jusqu'à ce que les pièces du puzzle soient réunies pour le grand spectacle final, toujours repoussé (et pour cause!...) de l'histoire globale et totale.

Différence, finalité, agir

Dans tout cela, dans ces bruits et ces fureurs retraduits en symphonie de la diversité, qu'en est-il de la *différence*? De ces oppositions irréductibles qui fondaient les innombrables identités locales d'Ancien Régime? Déjà le libéralisme s'était chargé de les discipliner en les encadrant et en les réduisant à l'unité individuelle. La différence était ainsi reconstruite comme *variété*, sorte de variation infinie sur le thème de la liberté, à condition évidemment que celle-ci soit encadrée par la morale et la nation.

Le moment sociologique, puis fonctionnaliste (ou keynésien!) a élevé cette éthique de la variété en norme de coexistence des *groupes* entre eux. La variété des libres initiatives est ainsi devenue pluralisme des groupes de pression. Même le conflit issu de la variété des intérêts pouvait être récupéré comme moteur du processus de constitution du consensus social (autour de l'État)¹⁰. Encore ici, la différence, *sociale* cette fois, était accueillie et souhaitée, à condition de bien se tenir dans le concert de la nation.

Ainsi désamorcée de son potentiel de rupture, la différence devenait productrice d'ordre. L'historien pouvait aller à sa recherche, sous toutes ses formes, dans le grand Tout de l'histoire. Même des contentieux anciens, jamais résolus, pouvaient ainsi être ramenés à de simples *dimensions* constitutives des rapports sociaux, que ce soit les affrontements patrons/ouvriers, les rapports homme/femme, etc.

Mais tout cela, au-delà du travail énorme de recherche que cela implique, au-delà de l'accumulation exponentielle des connaissances produites, est en même temps vide de sens, et laisse dans un grand silence froid les questions d'aujourd'hui. La planète se meurt de pollution, étouffée par les hommes. Notre destin, abandonné aux mains de quelques politiciens madrés, est sacrifié aux intérêts à court terme de quelques spéculateurs sans attaches. Nous pouvons atteindre la lune, traiter des milliards de données diverses en quelques secondes, mais 20 % de la population des pays les plus riches du monde est dans l'état d'impuissance et de dénuement le plus total, sans parler de l'immense misère du reste du monde.

Et nous n'avons RIEN à dire, nous historiens et historiennes. Mis à part quelques conseillers stipendiés du roi, nous nous taisons, car tout ce que nous savons, tout ce que nous avons appris à savoir ne nous dit rien de ce qui nous advient! Nous sommes sérieux jusqu'à en être lugubres, rigoureux jusqu'à en devenir rigides¹¹, mais ce sérieux et cette rigueur ne nous disent rien sur le sens de notre vie présente, de notre vie collective encore plus fragile de jour en jour.

De notre savoir n'a jamais été tirée une véritable science de l'humain, soit une éthique de l'agir qui nous apprenne l'art des interactions entre les humains, et avec la nature. Nous ne savons pas contrôler la violence, réagir aux inégalités, assumer les différences. Nous ne savons même pas vivre dans et avec le temps, un temps que nous perdons ou dans lequel nous nous pressons trop! N'était-ce pourtant pas dans ce but que l'on avait pensé les sciences *humaines*?

C'est en cela que notre savoir empirico/analytique a exclu le politique. Non pas en oubliant d'inclure dans sa collection de questions celle des

rapports constitutifs de la légitimité politique. Mais en écartant systématiquement, aux confins de la «science», ce qu'il y a d'incertain, de fortuit, de finaliste et d'éthique dans le savoir sur les choses et les gens. Une histoire politique serait en fait une histoire des modes de constitution et des fragilités de la *polis*, de la communauté des hommes et des femmes. Une histoire qui tienne compte (sans prétendre en prendre la mesure...) du contingent. Une histoire qui retrouve et discerne la fragilité et perçoive le caractère essentiel des aspirations qui structurent nos vies, et celles de nos ancêtres.

Une histoire qui montre que, par-delà les contraintes structurelles, s'ouvre à chaque moment un univers de possibles, une nécessité du choix et de l'agir qui constitue le caractère le plus fondamental, réellement distinctif de ce qui est humain, et donc de ce qui est historique. Il s'agit de faire, en somme, que l'histoire retrouve le sens de sa fin, que la recherche du passé n'oublie jamais, qu'elle soit au contraire obsédée de sa raison finale en tant que savoir, soit servir à l'action. Sinon, l'histoire ne serait pas un *savoir*, mais tout juste une simple connaissance érudite.

En somme, il faudra découvrir une nouvelle façon de faire l'histoire de notre existence collective, une façon qui ne s'en tienne pas à décrire la matérialité de nos vies ou la diversité des pensées exprimées. Retrouver en effet ce qu'avait de profondément anormale notre société, non pas en rapport avec d'autres sociétés supposément normales, et qui n'étaient que dominantes. Mais plutôt anormale parce qu'exprimant de façon unique et spécifique de multiples formes d'oppression. Une société dont la cohésion reposait finalement sur une configuration particulière de rapports de dépendance. Il s'agit de découvrir en somme comment le Québec, parmi d'autres, a vécu son anormalité, ne serait-ce que pour mieux en sortir.

Notes

1. Voir notamment F. Ouellet, *The Socialization of Quebec Historiography since 1960*, Toronto, Robarts Centre for Canadian Studies, 1988, et surtout J. Létourneau, «La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle», *Recherches sociographiques*, vol. 36, n° 1, 1995 (à paraître).
2. R. Rudin, «La quête d'une société normale: critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, 1995, p. 9-42. Rudin parle de la «nécessité de trouver un équilibre entre l'ancien modèle [...] et la nouvelle interprétation des révisionnistes» (p. 13) et prône «une vision post-révisionniste du passé qui souscrirait à l'idée révisionniste d'un Québec qui s'insère dans le modèle général de développement des sociétés occidentales, sans nier les variations rendues nécessaires par les circonstances locales» (p. 37).

3. On en trouvera un exemple récent particulièrement révélateur chez G. T. Stewart, *The Origins of Canadian Politics. A Comparative Approach*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1986.
4. «Sans faire passer le Québec pour bizarre, les post-révisionnistes pourraient en arriver à faire face à une histoire qui comporte des épisodes de xénophobie, l'avènement relativement lent d'une société moderne et urbaine, la présence d'une influence considérable du clergé, et une certaine réticence à consentir un pouvoir substantiel à l'État», Rudin, *op. cit.*, p. 37.
5. Contrairement à Létourneau (*op. cit.*), nous croyons nécessaire d'insister sur les différences fondamentales qui séparent la génération historienne qui a fait la Révolution tranquille et celle qui se met en place dans les années 1970, notamment en ce qui concerne la construction de l'identité collective et le rapport à l'histoire.
6. La grande chance de cette histoire postconfédérative a été, au fond, de n'avoir pas à rendre compte de révolution...
7. Peut-être un jour faudra-t-il montrer ce que l'approche dite des «Annales» doit au modèle technocratique du «problem-solving» et à son rationalisme étroit. Febvre et Weber, Parsons et Braudel, même combat!
8. La genèse de ce processus a été tracée par C. Colliot-Thélène, *Le désenchantement de l'État. De Hegel à Max Weber*, Paris, Minuit, 1992. Voir aussi, dans une perspective en convergence avec la présente, A. Caillé, *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, La Découverte, 1993.
9. Mon collègue Rudin dirait peut-être que chaque génération est révisionniste... En fait, l'histoire empiriste met en jeu un processus de reconnaissance/démarcation qui constitue comme la condition structurelle de possibilité du «révisionnisme». Le travail de découpage de la problématique implique en effet une spectographie de l'état des travaux sur la question (ce que l'on appelle parfois abusivement l'«historiographie»). L'implicite de cet exercice est que les travaux les plus récents sont les plus susceptibles d'être pertinents, profitant de l'«avancement des connaissances» et refoulant aux poubelles de l'histoire les vieilleries éculées (et «idéologiques») des pères et grand-pères de la discipline. Ce processus d'autoreconnaissance entre contemporains permet, dans un deuxième temps, la démarcation de sa problématique particulière à travers la critique des «carences» des travaux récents. Ce processus empiriste de rejet/référence est fort bien décrit par un historien britannique: «The literature surveys [...] are devices for generating a wayward disengagement from earlier historiography. The necessary result [...] is a revisionism that defines its own problems by a process of self-reference, while all the time professing to revise an orthodoxy which it as fabricated in a literature it does not understand», K. Williams, *From Pauperism to Poverty*, London, Routledge, 1981, p. 22.
10. Voir J.-M. Fecteau, «Le citoyen dans l'univers normatif: du passé aux enjeux du futur», dans J.-M. Fecteau, J. Létourneau et G. Breton (dir.), *La condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir*, Montréal, VLB éditeur, p. 83-101.
11. Il faudra un jour analyser les effets aseptisants qu'a, sur la formation des étudiants et des étudiantes, la notion étroite et étriquée de ce qu'est le «sérieux» et la «rigueur», entretenue par une certaine conception empiriste de l'histoire.